

Le PrÃ©sident K. ou lâ??absurditÃ© de la politique europÃ©enne tchÃ©que

Description

MalgrÃ© la dÃ©fection du Royaume-Uni et de la RÃ©publique tchÃ©que, le Conseil europÃ©en a signÃ© le 2 mars 2012 le TraitÃ© sur la stabilitÃ©, la coordination et la gouvernance dans lâ??Union Ã©conomique et monÃ©taire. Ouvrant la voie institutionnelle Ã une intÃ©gration Ã©conomique plus profonde, ce texte vise Ã inscrire le retour Ã lâ??Ã©quilibre budgÃ©taire dans les lÃ©gislations nationales et Ã appliquer des sanctions en cas de dÃ©rapages des dÃ©ficits publics.

En refusant de se joindre au Pacte budgÃ©taire, Prague apparaÃ¢t une fois de plus comme le chantre dâ??un euroscepticisme virulent. Alors que lâ??Union europÃ©enne tente difficilement de se renforcer face Ã la crise, la RÃ©publique tchÃ©que risque de se retrouver isolÃ©e et fait face Ã des divisions au sein mÃame de sa coalition gouvernementale (ODS, TOP 09, Affaires publiques).



Lâ??euroscepticisme, credo de la politique europÃ©enne de VÃ¡clav Klaus et de lâ??ODS

Lâ??euroscepticisme est un trait caractÃ©ristique de la politique europÃ©enne du ChÃ¢teau â??la rÃ©sidence du chef de lâ??Ã©tat tchÃ©que-, mise en Åuvre par le prÃ©sident VÃ¡clav Klaus, Å la tÃ¢te du pays depuis 2003, et de son parti, lâ??ODS (Parti civique dÃ©mocrate). Tout comme les conservateurs britanniques ou le parti polonais Droit et Justice, les libÃ©raux de lâ??ODS sont en effet opposÃ©s Ã un renforcement de lâ??intÃ©gration europÃ©enne. Lors de la prÃ©sidence tchÃ©que de lâ??UE, au premier semestre 2009, la campagne nationale destinÃ©e au public tchÃ©que sâ??Ã©tait distinguÃ©e par un slogan quelque peu provocateur: *Å«EvropÃ© to osladÃ©meÅ»*. Clairement assumÃ©e par le Premier ministre de lâ??Ã©poque, Mirek TopolÃ¡nek, cette phrase ne manque pas dâ??ambiguÃ©tÃ©, signifiant *Å«Nous allons rendre lâ??Europe plus agrÃ©ableÅ»* mais sa construction syntaxique impliquant une idÃ©e de revanche, pouvant Ãtre interprÃ©tÃ©e par *Å« Nous casserons du sucre sur lâ??EuropeÅ»*. Il faut ajouter Ã cela les manÅuvres du PrÃ©sident VÃ¡clav Klaus, pendant toute lâ??annÃ©e 2009, pour retarder la signature du traitÃ© de Lisbonne qui consommait, selon lui, la souverainetÃ© de la jeune RÃ©publique tchÃ©que.

DÃ©s le 30 janvier 2012, Prague est revenu Å la une de lâ??actualitÃ© europÃ©enne, et a confirmÃ© sa politique de retrait par rapport Ã lâ??UE en refusant dâ??adhÃ©rer au Pacte budgÃ©taire. Selon le chef du gouvernement, Petr NeÅšas (ODS), ce traitÃ© nâ??apporte *Å«rien de nouveau, ni dâ??utile Ã la RÃ©publique tchÃ©queÅ»*[1] et les modalitÃ©s techniques de ratification ne sont pas rÃ©unies. Le Premier ministre fait rÃ©fÃ©rence au refus formel de V.Klaus dâ??approuver cet accord budgÃ©taire alors que la signature du PrÃ©sident est juridiquement nÃ©cessaire pour lâ??adoption de traitÃ©s intergouvernementaux. En effet, dans son livre *Å«Lâ??intÃ©gration europÃ©enne sans illusionÅ»*[2],

publié l'automne dernier, le chef de l'État tchèque affirme qu'il ne participera pas à la transformation tragique de l'Europe en union fiscale. Adversaire juré du transfert de compétence des États vers Bruxelles, il se prononce pour «l'arrêt de la liquidation des États européens». Suivant la ligne présidentielle, Petr Nečas affirme que la sortie de crise ne surviendra pas par une coordination des politiques budgétaires et un droit de regard des institutions européennes sur les politiques fiscales nationales, mais par la libéralisation du marché commun et la stimulation de la compétitivité.

V.Klaus assure que la crise de la dette n'est que la partie émergée de l'iceberg. Le mal étant bien plus profond, il faut selon ses dires l'expurger à sa source. Comparant l'UE au système soviétique, il constate que «le dictat politique prévaut sur l'économie». Il prévoit que l'UE va s'engager dans une décennie perdue et vers la désintégration. La solution serait, dès lors, un retrait ordonné, comme le divorce de velours de 1993, qu'il avait en partie initié, entre la République tchèque et la Slovaquie. Pour prévenir un tel scénario, il souhaite que l'UE devienne un système de coopération entre États souverains, dont le but ne serait ni d'uniformiser le continent, ni de renforcer la gouvernance au niveau européen.

Les paradoxes du refus tchèque: une leçon de désolidarisation

La décision tchèque du 30 janvier 2012 peut néanmoins surprendre. En 2009, Prague a adopté une politique d'austérité pour résister aux impacts de la crise financière. La coalition de centre-droit (ODS, TOP 09 et Affaires publiques), arrivée au pouvoir en juin 2010, a confirmé cette tendance en se présentant comme un cabinet de «responsabilité budgétaire». La dette publique tchèque étant estimée à 38,5% du PIB en 2010, elle est donc en-dehors de la limite des 60% décidée lors du Conseil des chefs d'État et de gouvernement. De plus, la République tchèque n'est pas épargnée par la crise. Des incertitudes planent sur son économie du fait de sa dépendance vis-à-vis de ses voisins: plus de 80% de ses exportations sont destinées aux pays de la zone euro et son secteur bancaire est largement constitué de filiales de banques occidentales. C'est dans ce contexte que le gouvernement tchèque adoptera dans les semaines à venir un plan draconien de lutte contre le déficit public. Ce plan d'austérité vise à réduire d'un quart le montant du déficit public, qui s'élève à 4,1 milliards d'euros, pour le ramener à un taux inférieur à 3% du PIB; il prévoit une hausse de la TVA, un gel des pensions de retraites et des charges supplémentaires. Puisque Prague et Bruxelles semblent donc viser le même objectif, il faut chercher les raisons de la non-signature du pacte budgétaire non pas dans l'économie mais dans la politique, voire dans l'idéologie pour ce qui concerne Václav Klaus. C'est à ce niveau que se situe le premier paradoxe.

L'attitude tchèque est donc proche de la désolidarisation à l'égard de ses partenaires européens. Les responsables de l'ODS considèrent que la crise européenne ne concerne pas leur pays, tout en déclarant, à l'instar de V.Klaus en février 2012, que l'État actuel de l'UE entrave le développement économique tchèque. Il s'agit, en substance, d'un refus de participer à la cogestion de la crise au niveau européen. À terme, la République tchèque qui souhaite adopter l'euro risque de se trouver isolée. Une conséquence directe de cette posture sera l'impossibilité d'assister aux sommets de l'Eurogroup comme pays observateur, ce qui était rendu possible par la ratification du Pacte budgétaire. Il existe donc un contraste entre l'approche de Prague et celle de Varsovie, auparavant eurosceptique et qui a appuyé cet accord: selon le ministre polonais des Affaires étrangères Radek Sikorski, la

résolution de la crise financière d'ailleurs à un renforcement de l'intégration européenne[3].

En outre, la question est de savoir quel rôle la République tchèque souhaite jouer au sein de l'UE. Tandis que Prague se met volontairement à l'écart, le second paradoxe de sa politique européenne tient à sa volonté d'être considérée comme un acteur à part entière de l'UE. La décision du 2 mars est ainsi en contradiction avec la nouvelle doctrine de politique étrangère tchèque, publiée en juillet 2011 par le ministre des Affaires étrangères dirigé par Karel Schwarzenberg (TOP 09)[4]: le document indique que la République tchèque doit soutenir et soutenir la capacité d'action et le renforcement de l'UE, tant dans les domaines économique que politique. Il considère en effet que l'UE est porteuse d'un projet politique pragmatique et qu'il est important, dans ce contexte, de promouvoir les intérêts et objectifs tchèques.

Conscient des lacunes tchèques, le document revient sur les premières années de l'adhésion qui se sont soldées par des difficultés à se mouvoir dans le système institutionnel européen. Il appelle, dès lors, à biter une stratégie d'influence efficace à Bruxelles. Ces orientations ont, d'ailleurs, été définies par le nouveau gouvernement en août 2010 dans le cadre d'une déclaration de politique générale[5]: dans le chapitre consacré à la politique étrangère, celle-ci exprime la nécessité de mettre fin à la perception négative qu'ont les partenaires européens de la République tchèque, due à l'absence d'une stratégie claire, à la ratification tardive du Traité de Lisbonne et à la démission de Mirek Topolánek au cours de la présidence tchèque du Conseil de l'UE. Il s'agit, dès lors, de «promouvoir une politique active, réaliste et lisible», alors que «les priorités tchèques devront être comprises par les citoyens et les partenaires européens»[6]. C'est pourquoi le gouvernement a été chargé de proposer un document sur l'action de la République tchèque dans l'Union européenne. Ce dernier met notamment au rang de ses priorités la coordination des politiques budgétaires. Toutefois, l'adoption de ce texte par le Parlement a été reportée en raison de l'impossibilité de s'engager, selon l'ODS, dans une démarche de long terme en pleine période de crise.

Le refus du Pacte budgétaire, un facteur de divisions

Il existe donc une ligne de cassure au sein de la coalition, notamment entre le chef de la diplomatie et son Premier ministre. La tenue, en octobre 2012, d'élections sénatoriales et régionales cristallise les prises de position. Le principal rival de l'ODS de Petr Nečas à droite de l'échiquier politique est le TOP 09. Dotés du même programme économique, ils se distinguent l'un de l'autre sur la question européenne. À l'image de son président et ministre des Affaires étrangères Karel Schwarzenberg, le TOP 09 a désapprouvé la décision du Premier ministre et du Président sur le Pacte budgétaire. Pour ce parti, la République tchèque va perdre une partie de sa capacité d'agir et va rencontrer des difficultés à faire valoir ses intérêts au sein de l'UE. Critiquant la naïveté, voire l'imprudence de Petr Nečas, le président du TOP 09 a raillé la stratégie de son propre gouvernement ainsi que le suivisme tchèque par rapport à la position britannique: «David Cameron est un dirigeant politique très compétent. Ce qui lui tient surtout à cœur, ce sont les intérêts de son pays. Les autres dirigeants européens ici présents défendent, eux aussi, les intérêts de leur pays. Nous, nous sommes une exception»[7].

Il existe en effet l'illusion, au sein de l'ODS, de pouvoir bâtir une réflexion commune avec le Royaume-Uni. Fondé sur une position contestataire à l'égard de l'UE, ce désengagement fait fi de la place historique et géographique de la République tchèque au cœur de l'Europe. Afin de faire face à une marginalisation mena sante, Petr Ne as table sur la préparation d'une initiative avec Londres, La Haye et Stockholm qui se focaliserait sur la relance de la croissance et de la compétitivité par une libéralisation accrue du marché européen. Prague souhaite ainsi apparaître comme un acteur à part entière capable d'apporter des réponses alternatives.

Les médias, l'élite économique et la société civile tchèque ont également réagi avec inquiétude à la non-signature du Trait . Des analystes, à l' image du directeur du centre de recherche Europeum David Kr j[8], déplorent l'absence de réflexion stratégique et de débat de fond sur les problématiques européennes dans le pays. Le refus du Pacte budgétaire par Prague a indigné une partie de l'élite tchèque et de la société civile. C'est ainsi que la pétition à«*Ne nous excluons pas de l'Europe*»[9] a été signée par trois cents personnalités (dont le cardinal Miloslav Vlk, l'ex-ministre des Affaires  trang res Josef Zieleniec, l'ancien rocker et ex-ministre en charge des Droits de l'homme Michael Koc b, le mathématicien Ivan Havel, ainsi que l'acteur et écrivain Zden k Sv r k). Ils expriment la crainte d'une marginalisation de leur pays ainsi que de l'émergence d'une Europe à deux vitesses.

Néanmoins et même si l'euroscpticisme y est grandissant, la société tchèque reste divisée sur la question europ enne. Selon un sondage publié en février 2012 dans le quotidien   *Lidov  Noviny*, 52% de la population soutiendrait la décision du gouvernement. Jusqu'à présent, la question europ enne n'a jamais été un enjeu électoral déterminant et ne le sera sans doute pas lors des prochains scrutins régionaux et sénatoriaux ou présidentiels (qui auront lieu en février 2013, au suffrage universel). En outre, la contestation monte dans la rue tchèque suite à la mise en œuvre de réformes impopulaires initiées par la coalition au pouvoir: début mars 2012, près de 80% de la population se disait mécontente de l'action du gouvernement. Dans ce contexte, le TOP 09, qui partage une grande partie des idées de l'ODS, n'a pas intérêt à provoquer la chute de la coalition en utilisant le motif d'une marginalisation de Prague dans les institutions européennes. Il y a fort à parier que le parti de K.Schwarzenberg y perdrait beaucoup et que cette décision serait suivie de la création d'une coalition gouvernementale emmenée par le Parti social-démocrate tchèque ( SSD)[10], coalition dont le TOP 09 serait vraisemblablement exclu.

Notes :

- [1] Paul Bauer,  «Pacte budgétaire: la Grande-Bretagne et la République tchèque se tiennent en marge de l'intégration europ enne» , à *Radio-Prague*, 31 janvier 2012.
- [2] Václav Klaus,   *Evropsk j integrace bez iluz *, Kni n  klub, 2011. En cours de traduction dans plusieurs langues.
- [3] Discours de Radek Sikorski   Berlin. <http://www.ceuropeens.org/photorama/le-plaidoyer-europeen-de-radoslaw-sikorski-berlin>.
- [4] http://www.businessinfo.cz/files/zahranicni-obchod/koncepcce_zahranicni_politiky_Ceske_republiky_2011.pdf.
- [5] http://www.vlada.cz/assets/media-centrum/dulezite-dokumenty/Programove_prohlaseni_vlady.pdf.
- [6] <http://www.euractiv.cz/cr-v-evropske-unii/clanek/vlada-chce-skoncovat-s-necitelnym-vystupovanim-v-bruselu-007789>.

-
- [7] <http://www.radio.cz/fr/rubrique/faits/pacte-budgetaire-europeen-la-republique-tcheque-mouton-noir-de-leurope>.
- [8] <http://www.epin.org/new/europeum>.
- [9] <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/0da764ee-5731-11e1-869b-00144feabdc0.html#axzz1nJpPNNxV>.
- [10] Le ČSSD est le premier parti reprČsentČ la Chambre des dČputČs avec 56 siČges sur 200; lČODS en dČtient 53 et TOP 09 Č 41.

Vignette : V.Klaus (www.hrad.cz)

* Benjamin Gutmann est titulaire dČune licence de tchČque et du Master en Relations internationales de lČINALCO (HEI), spČcialiste de lČEurope centrale et des questions de dČfense europČenne.

date crČe

15/03/2012

Champs de MČta

Auteur-article : Benjamin GUTMANN*